



Question 1

Quelles sont les chances des productions locales dans un contexte caractérisé par les marchés mondiaux porteurs ?

Synthèse thématique

Note préliminaire: La synthèse ci-dessous est directement issue des débats du forum, elle ne tient compte que des avis et point de vue présentés par les contributeurs. Ainsi, elle ne reflète pas la multiplicité des points de vue qui existent sur la question.

Cadrage

Les prix agricoles mondiaux sont en hausse depuis quelques saisons de culture, tout en restant soumis à une importante volatilité. Plusieurs raisons à cela:

** une croissance démographique importante, principalement située dans les pays du Sud, qui devrait conduire à une population mondiale de 9 milliards de personnes en 2050*

** une hausse de la consommation et une augmentation de la demande en produits animaux résultant d'une augmentation des revenus dans les pays du Sud.*

La flambée des prix agricoles modifie les conditions dans lesquelles les agricultures peuvent se développer. A terme, la hausse des prix mondiaux se transmettra sur les marchés locaux, ce qui pourrait donner une chance aux productions locales. Toutefois, elle se transmettra également aux prix des intrants ainsi qu'aux prix à la consommation.

Des marchés porteurs constituent-ils une chance réelle pour faire augmenter la production agricole ? Si oui, sous quelles conditions ?

- * Accès aux investissements et aux crédits,*
- * Pouvoir renforcé de l'action publique*
- * Politique de formation*
- * Programme de santé*

Les marchés sont-ils suffisants? Quelle peut être la contribution des politiques publiques pour protéger les intérêts à long terme des agriculteurs et éviter les conséquences à court terme, telles que la volatilité des prix et l'importation à bas prix pour assurer la sécurité alimentaire?

Il est utile de rappeler qu'il n'existe pas de solution unique pour augmenter la production agricole, en particulier dans les pays du sud. « Un débat quasi universel est peut être acceptable comme exercice intellectuel mais probablement peu fécond. », comme le rappelle Philippe NAVASSARTIAN. Pour passer à une phase plus opérationnelle, il faut prendre en compte les spécificités propres à chaque situation et à chaque pays. L'initiative prise par l'ANOPACI est un exemple d'analyse « au cas par cas » : l'Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire a organisé une table ronde réunissant des experts, des producteurs et des représentants des ministères du pays afin de « réfléchir sur les causes, les effets mais surtout les solutions idoines pour limiter voire réduire de façon significative les impacts » de la hausse des prix.

Par ailleurs, face à la gravité de la crise alimentaire actuelle, il n'est pas évident d'interpréter la hausse des prix agricoles comme une opportunité, comme le souligne avec force Michel FERRY : « n'est-il pas un peu obscène de vouloir trouver quelques avantages à cette crise ? » se demande Régis PELTIER. Jacques DIOUF et Jean Michel SEVERINO (article de la bibliographie) expliquent que « pour se préserver de crises alimentaires endémiques, l'Afrique devra compter sur son propre potentiel agricole, et transformer le formidable défi de la hausse des prix en une chance pour son développement économique ». Ainsi, la grande majorité des contributeurs au débat se sont demandé dans quelle mesure la hausse des prix pouvait représenter une opportunité.

I. Est ce que la hausse des prix va se poursuivre et profiter aux agriculteurs des pays du Sud? Oui, à certaines conditions...

Le diagnostic général concernant les causes de la hausse des prix agricole est partagé par tous les contributeurs : la hausse des prix « tient au fait que l'accroissement des besoins a été plus grand que

celui des « facteurs de production ». Parmi les premiers l'expansion démographique et la croissance des consommations carnées. S'y ajoute désormais l'expansion dévorante des cultures productrices d'agro-carburants. », explique Edgard PISANI. Les avis diffèrent ensuite concernant les rôles joués par les différents facteurs : certains considèrent que l'essor des biocarburants est à l'origine de la hausse, alors que d'autres voient dans la spéculation la cause première de l'envolée des prix. Dans tous les cas, les contributeurs partagent l'avis selon lequel « plusieurs phénomènes d'ordre structurel, du côté de l'offre comme de la demande, permettent de prévoir une persistance de cours élevés dans les prochaines années. » Reste à savoir quelles sont les conséquences de cette hausse, en particulier au niveau des agriculteurs.

A. La hausse des prix agricoles est une opportunité mais la situation au niveau du producteur, qui est aussi consommateur, est complexe

1. Les prix agricoles élevés représentent une opportunité...

L'Afrique est le continent qui va voir sa demande croître de la manière la plus importante alors qu'il est déjà importateur net de denrées alimentaires, expliquent Jacques DIOUF et Jean-Michel SEVERINO. Toutefois la situation n'est pas simple car « cette hausse historique des cours pourrait représenter une opportunité sans précédent pour l'agriculture africaine [qui] possède un fort potentiel de développement, avec un avantage comparatif par rapport aux autres régions du monde. » Ainsi, « l'accroissement du coût des matières premières agricoles peut s'avérer une véritable chance pour l'agriculture familiale car il permet un rattrapage des prix agricoles trop longtemps sous-valorisés » selon Henri CLAVIER ainsi que Ndiougou FALL, interviewé. « La stagnation des prix des produits de base agricoles de ces dernières années est, malgré tout, la cause essentielle de la paupérisation du monde agricole ». René MOONENS affirme que « l'augmentation du prix des céréales permettrait de relancer la production locale qui était en difficulté suite au dumping agricole ». Mais les avis ne sont pas unanimes : Christian de BOISSIEU explique que « dans les pays du Sud, la hausse des cours n'améliorera pas la situation des populations, loin de là. En Afrique, de nombreux pays importateurs souffrent du niveau élevé des prix des produits agricoles. Les grands producteurs de cacao et de café subissent aussi l'augmentation des cours des céréales et du lait car le prix des fèves ne profite pas de la mouvance inflationniste qui affecte les produits agricoles de première nécessité. »

2. ... mais ne sont pas suffisants à eux seuls

Il ressort dès les premiers débats que les conditions ne semblent pas réunies aujourd'hui pour que les productions locales bénéficient pleinement de la bonne conjoncture des marchés mondiaux. Certains contributeurs craignent même que la hausse des prix des produits agricoles ne profite pas du tout aux petits paysans du Sud, car d'autres facteurs ont également changé : en particulier, le pic pétrolier a causé une forte hausse des prix des intrants et la transmission de la hausse des prix du marché mondial vers les marchés locaux n'est pas certaine.

La question des prix relatifs des productions et des intrants est centrale. De façon générale, on voit « un peu partout dans les pays pauvres, de prix agricoles trop bas et de prix des intrants trop élevés pour permettre aux agriculteurs pauvres de travailler pour le marché autrement qu'à la marge », souligne François AFFHOLDER, rejoint dans son analyse par Serge VALET. Dans le contexte actuel plus précisément, « le prix des intrants et particulièrement celui des engrais connaît une hausse vertigineuse, que rien ne semble arrêter et qui est totalement déconnectée de l'augmentation du prix des produits agricoles que peuvent proposer l'industriel ou le négociant au paysan », déplore Henri CLAVIER. « Le petit producteur pourrait alors se retrouver dans une situation pire que celle qu'il connaissait avant l'amélioration du prix des matières premières agricoles sur le marché », ajoute-t-il.

Par ailleurs, des prix agricoles élevés ne sont pas suffisants. Seghir CHIG affirme que « même si on suppose qu'une partie de la valeur ajoutée va aux petits agriculteurs, elle ne va pas répondre à l'élévation des prix des produits de base qu'ils achètent aux marchés. » En d'autres termes, les agriculteurs africains sont à la fois producteurs et consommateurs, ainsi la hausse des prix n'est pas qu'un avantage. Jules DIFUAYAME ZIMI affirme que la hausse risque de ne pas être suffisante pour pousser le développement de l'agriculture des pays du Sud. Cela serait lié, selon Henri CLAVIER, à la mauvaise rentabilité de l'agriculture extensive et la faiblesse des profits qui en découle. Il existe des solutions, comme l'organisation des producteurs et la structuration des filières, « mais uniquement lorsque les cours mondiaux exprimés en monnaie locale sont favorables ! ».

En résumant, « si la hausse des cours des produits alimentaires n'est pas sans risque économique ou social à court terme, elle peut néanmoins représenter une opportunité pour les agriculteurs africains. » (Jacques DIOUF et Jean-Michel SEVERINO), mais à quelles conditions ?

B. A quelles conditions la hausse des prix pourrait-elle profiter aux agriculteurs du sud ?

1. ...si la volatilité est gérée

Jean Claude GUILLON affirme qu'à moyen terme, « la seule chose qui soit certaine, c'est que la désorganisation actuelle des marchés va conduire à une extrême volatilité des prix, avec des hauts insupportables pour les consommateurs urbains et des bas insupportables pour les producteurs ». Selon lui, c'est la spéculation la principale responsable puisqu'elle « fait qu'un déficit de 30 millions de tonnes de céréales (1,5% de la production mondiale) [a] pu conduire à des prix multipliés par 2 voire 3 ou 4 sur des périodes courtes ». Jacques BERTHELOT le rejoint d'ailleurs sur l'importance de la spéculation. Jean Claude GUILLON et Bernard LAYRE (dans son interview) proposent des solutions pour diminuer la volatilité comme « la mise en place d'outil communautaire de gestion des stocks et des marchés ». Des outils d'atténuation des effets de la volatilité sur les agriculteurs peuvent également être imaginés, comme par exemple des systèmes d'assurance.

2. ... si la hausse se transmet aux productions locales et aux producteurs

Le niveau élevé des prix des produits importés est une occasion à saisir pour permettre aux producteurs de valoriser les produits traditionnels, peu échangés sur le marché mondial, et qui restent meilleur marché que les céréales. Cette valorisation est un des éléments de la 'transmission' des prix des marchés mondiaux vers les marchés locaux. Selon Nicolas SALLIOU, « l'âge d'or des productions locales viendra le jour où le déclin de la production pétrolière poussera à une relocalisation des productions. Les estimations du pic pétrolier (par exemple, CNOOC la compagnie d'état chinoise le situe entre 2005 et 2010) donnent à ce scénario une pertinence à court terme ».

La hausse des prix doit en particulier rééquilibrer les rapports de force actuellement inégaux, inégalité que Jacques DALLARD considère comme étant une condition limitante majeure empêchant les agriculteurs de tirer parti de prix rémunérateurs. Les contributeurs évoquent la faible organisation des producteurs pour expliquer leurs difficultés à profiter de la hausse des prix. Nicolas SALLIOU résume ainsi la situation : « Faiblement organisés, ils se retrouvent d'un côté dominés par des oligopsones et de l'autre par des Etats dont les politiques sont surtout orientées vers le transfert de richesses du secteur agricole, vers l'industrialisation et également vers l'exportation, du fait d'une dette qui les rend dépendants des devises acquises sur le marché extérieur ». En fait, à travers ces propos se pose le problème de la juste répartition des marges entre le petit producteur, l'industriel et le négoce. Mais encore faut-il savoir, explique Henri CLAVIER, ce qu'on appelle « une juste répartition quand on sait que si le négoce n'est pas intéressé, il n'achètera pas, l'industriel ne produira pas et le petit producteur ne trouvera pas de débouchés pour sa production ». En attendant, les débats en réponse à la question 6 offrent une occasion pour faire des propositions visant à améliorer le fonctionnement des marchés, et rejoignent ainsi les débats de la question 1 : Joseph MARCHADIER estime que « seule une organisation de marché de même nature que celle pratiquée par l'UE entre 1958 et 1992 est capable de résoudre cette équation ». Mais au niveau international, « on sent mal la volonté réelle d'aller dans cette direction », ajoute-t-il.

3. et surtout... si les producteurs sont incités à augmenter leur production et que les conditions pour cela sont réunies.

Lever les contraintes à l'augmentation de la production est une condition indispensable pour que les petits paysans bénéficient de la bonne conjoncture des prix. En effet, « sans production à vendre, des prix élevés ne sont pas très intéressants pour les producteurs », fait remarquer Michel PETIT. Les conditions d'augmentation de cette production sont détaillées ci-dessous.

II. A quelles conditions les paysans du Sud peuvent-ils augmenter leurs productions?

A/ Plusieurs pistes sont mises en avant pour augmenter la production agricole

1. *La modernisation et l'accès aux intrants*

Henri CLAVIER affirme que « les clefs de l'amélioration du revenu des producteurs résident dans la modernisation de l'agriculture et des pratiques culturales, donc dans l'accès à la mécanisation et aux intrants agricoles ». Bernard BACHELIER (interview à la Tribune en bibliographie) explique qu'il suffirait que les pays riches fournissent des engrais aux pays africains pour accroître la production de façon significative dès la prochaine récolte. L'ANOPACI aussi met l'accent sur l'importance d'améliorer l'accès aux intrants. De même, le ROPPA (Réseau des Organisations paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest), dans son appel, demande une subvention des engrais et des phytosanitaires, une fourniture en semences, un meilleur accès à l'énergie ainsi qu'un renforcement de l'irrigation passant par un soutien à la petite irrigation agricole ainsi qu'aux organismes de gestion des bassins hydrographiques. Les organisations professionnelles demandent également un soutien pour améliorer la conservation, le stockage et la transformation des produits agricoles afin de réduire les pertes post-récolte. Par ailleurs, il ne faut pas oublier l'importance de l'accès au foncier, nous rappelle Olivier COURAU. Selon lui « fixer le paysan à sa terre est lui permettre d'optimiser et développer son savoir faire. Bien entendu, les soutiens demandés impliquent des politiques publiques volontaristes et des financements importants.

2. *La structuration de la profession agricole*

Jean Claude GUILLON rappelle qu'« il est nécessaire que les agriculteurs du Sud aient une rémunération et une visibilité suffisantes pour investir dans les facteurs de production ». Face à un contexte qui ne favorise pas cette visibilité, il est intéressant de structurer la profession agricole. Alors qu'« un paysan seul est très vulnérable », il l'est moins dans une organisation professionnelle qui lui apporte une certaine « sécurité sociale » explique Jules DIFUAYAME ZIMI en racontant une expérience vécue : son père a échoué malgré des prix au producteur élevés parce qu'il n'était associé à aucune organisation de producteurs pour l'aider à faire face aux aléas des marchés, perturbés par les événements politiques du pays. «Le regroupement des paysans en coopératives ou en groupements professionnels est, dans bien des cas, le passage obligé pour l'accès au crédit et pour l'amélioration du pouvoir de négociation des agriculteurs », ajoute Henri CLAVIER. Il cite comme exemple de «filières agricoles structurées [telles que] les filières cotonnières», exemple développé par François TRAORE. Ainsi Bernard BACHELIER appelle les OP à « montrer [que] en tant qu'institutions, elles sont aujourd'hui en mesure de gérer ces fonctions d'accès aux moyens de production ». Par ailleurs, Zvi GALOR rappelle que pour qu'une organisation soit réellement efficace, son objectif doit être la défense des intérêts des agriculteurs et non pas le profit.

3. *La nécessaire relance de la recherche*

La recherche agronomique est présentée comme une des conditions clé. Papa SECK (bibliographie) analyse le cas du riz en Afrique et insiste sur l'importance de la recherche sur des variétés « permettant une augmentation sensible des rendements dans certains écosystèmes, [ayant] un cycle plus court et une valeur en protéine plus élevée ». « La simplification et l'accélération des procédures d'homologation de ces variétés par l'adoption des méthodes participatives préconisées par l'ADRAO (Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest – centre du riz pour l'Afrique), mérite d'être retenue dans tous les pays d'Afrique pour réduire de plusieurs années le processus d'adoption. » Jean SEMAL insiste également sur la nécessité de se concentrer sur les filières de production et d'exploitation de semences de qualité appropriées aux différents agrotopes. Serge VALET expose la nécessité d'améliorer les pratiques culturales, et reconnaît l'importance de prendre en compte les savoirs locaux. L'ANOPACI appelle, elle aussi, à l'élaboration d'itinéraires techniques performants, adaptés aux moyens disponibles et respectueux de l'environnement. C'est également la diffusion des connaissances qui doit être améliorée, pour cela il faut «fortifier les systèmes de recherche et de vulgarisation et leurs liens avec les paysans » (Papa SECK).

4. *L'accès au marché*

Ce point est étrangement peu évoqué. Selon Olivier COURAU, il faut notamment favoriser le développement de productions locales sur des marchés de proximité porteurs. Cela passe par l'organisation des producteurs mais aussi par la construction des infrastructures nécessaires. « Pour cela, il faut recommencer à entretenir les routes et les pistes rurales, à amener l'électricité, la santé, l'éducation vers les petites villes et les villages, recréer un réseau de coopératives ou de groupements agricoles, [...] assurer la sécurité des marchés, des villages et des campements (où les « coupeurs de

route » sèment la mort et la terreur) » insiste Régis PELTIER. Dans ce sens, le ROPPA exhorte les pouvoirs publics à mettre « en place des infrastructures routières et marchandes en milieu rural pour permettre le stockage et la distribution des produits agricoles et agroalimentaires. »

5. Un besoin de financements important

Le financement de l'agriculture est bien entendu une condition nécessaire à l'accroissement de la production agricole, mais malgré l'importance du secteur agricole, « en moyenne en Afrique les gouvernements investissent 4% de leur budget dans l'agriculture, et de cette somme que 10% sont dirigés vers la recherche agricole. » explique Zvi GALOR. Le ROPPA demande qu'au moins 10% du budget de l'Etat soit affecté à l'agriculture, « conformément à la décision des chefs d'Etat à Maputo ». François TRAORE, quant à lui, lance un appel pour que des investissements productifs (matériel de transformation par exemple) soient faits en Afrique. Le modèle de développement de l'agriculture des pays riches qui ont bénéficié d'importants fonds publics pourrait être pris en exemple, souligne Bernard BACHELIER. Mais ces financements reposaient sur la durée. « Or beaucoup de projets de bailleurs de fonds sont prévus sur des durées trop courtes qui ne laissent pas le temps aux professionnels agricoles d'acquiescer l'autonomie financière », déplore-t-il. De plus, les financements en agriculture sont moins rentables et plus risqués que pour les autres secteurs, c'est pourquoi pour que les banques prêtent aux producteurs agricoles il est nécessaire de les mettre en confiance par des politiques adaptées, précise Sophie FONQUERNIE, en prenant justement l'exemple de la PAC en Europe. Ainsi, ce sont de budgets privés et publics, internationaux et africains qui doivent être mobilisés pour l'agriculture africaine.

B/ Mais l'augmentation de la production alimentaire est-elle compatible avec la production de biocarburants ?

Face à la crise alimentaire, les contributeurs ont débattu de la nécessité ou non de donner la priorité à l'augmentation de la production agricole destinée à l'alimentation, par opposition à celle destinée à la fabrication de biocarburants. Selon Jean-Claude GUILLON, « il n'y a pas d'antagonisme entre l'activation des capacités de production des grands pays exportateurs et l'activation des capacités de production des pays du Sud: elles sont toutes deux nécessaires si l'on veut "produire plus et mieux" pour relever à la fois le défi alimentaire et le défi de la chimie verte ». Jacques BERTHELOT conteste cette idée, car selon lui, « il sera difficile pour les acteurs des filières de biocarburants dans l'UE, aux USA et au Brésil de renoncer [à la chimie verte] puisque la flambée des prix qu'ils ont provoquée leur a été si bénéfique ». Et d'évoquer l'augmentation de « revenu net des agriculteurs des USA de 48% en moyenne en 2007 (et bien plus pour les producteurs de céréales et oléagineux), celui des agriculteurs français de 12% en moyenne mais celui des producteurs de grande culture a bondi de 98%. » Ainsi, selon lui, « l'UE et les USA doivent d'abord penser à réduire leur déficit alimentaire vis-à-vis des PED. » En regardant vers l'avenir, Edgard PISANI, argumente que pour retrouver l'équilibre alimentaire il y a une seule solution : faire de la production alimentaire la priorité de la production agricole. Et cela ne peut relever que d'une décision politique.

C/ L'agriculture familiale, modèle de développement, le mieux à même de favoriser l'augmentation de la production agricole selon les contributeurs

Cette question est étroitement liée aux débats de la question 2 et 3, et sera traitée plus en détail dans les synthèses de ces questions. Néanmoins, il ressort, notamment du débat entre Zvi GALOR et Michel FERRY, que « le modèle [de développement] de l'agriculture [basé] sur le modèle de l'agriculture productiviste, forte consommatrice d'intrants, de mécanisation et d'externalités préjudiciables du point de vue social et environnemental [est] probablement voué à se transformer radicalement pour faire face aux défis énergétiques et environnementaux présents et à venir. » Ainsi, le rôle clé de l'exploitation familiale apparaît rapidement dans les débats, en parallèle avec ce qui est débattu dans la question 2. En effet, les contributeurs soulignent que l'agriculture familiale peut contribuer grandement à l'augmentation de production mondiale et à la réduction de la pauvreté, d'une part par sa réactivité et son adaptabilité (François AFFHOLDER) et d'autre part par sa capacité à prendre en compte les externalités sociales et environnementales (Michel FERRY). Mamadou BARRY va dans ce sens et développe un plaidoyer pour l'exploitation familiale, majoritaire dans les pays africains.

III. Quel rôle des pouvoirs publics dans l'augmentation de la production agricole ?

A/ L'avenir des agricultures paysannes passera par la politique

Pour accroître l'offre de produits agricoles, les contributeurs s'accordent sur la nécessité d'établir des règles du jeu qui satisfassent tous les acteurs économiques et sociaux. Dans ce sens, Michel FERRY critique les choix politiques et économiques passés prônant l'orientation de l'agriculture de nombreux pays en voie de développement vers des cultures d'exportation, pénalisant ainsi les cultures vivrières. Mais il n'est pas trop tard puisqu'« à partir du moment où l'organisation des politiques agricoles donne des perspectives aux ruraux (rémunération et visibilité suffisantes) ...un cercle vertueux peut s'instaurer », explique Jean Claude GUILLON. Christophe M NYAKU partage un point de vue similaire: « je pense réellement, pour le cas des pays africains, qu'il faut une réelle volonté politique de nos décideurs pour que les choses bougent ». Des politiques publiques volontaristes pour l'agriculture sont nécessaires, nous rappelle Edgard PISANI. Les actions pour augmenter la production agricole tout en préservant les ressources naturelles « ne relèvent pas de l'initiative privée même lorsqu'elles aboutissent à la création d'unités familiales de production. Elles relèvent de politiques nationales ou régionales et elles ne peuvent être identiques dans toutes les régions du monde. » D'autres contributeurs font remarquer qu'il peut être utile de s'inspirer du succès des outils de la politique agricole commune (PAC) européenne pour le développement agricole européen pour en tirer des leçons pour le développement agricole des pays du Sud. Sophie FONQUERNIE, écrit « en Europe, pour parvenir à la production agricole que nous connaissons aujourd'hui, nous avons bénéficié de plusieurs facteurs de développement simultanés : organisations paysannes fortes, formation, politiques agricoles volontaires, banques mises en confiance et espace économique protégé. Exactement ce qui manque aujourd'hui dans la plupart des pays en développement. » Dans son appel aux chefs d'Etats et aux députés des parlements nationaux et du parlement de la CEDEAO concernant la situation agricole et alimentaire, le ROPPA (Réseau des Organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest) insiste également sur ce sujet. Le rôle de l'Etat serait donc d'impulser et de financer les différentes actions nécessaires à l'augmentation de la production. Ildéphonse NDABALISHYE remet en partie en question les apports actuels des pouvoirs publics puisqu'il soutient que l'Afrique ne pourra assurer sa sécurité alimentaire qu'après avoir amélioré sa gouvernance. Il ajoute que cette amélioration doit venir de la société civile : en s'organisant, celle-ci pourra « contrebalancer la nuisance de la politique politicienne ».

B/ Des mesures à court terme en faveur des consommateurs, mais sans oublier les producteurs

Les réponses des pouvoirs publics doivent se faire sur le court et le moyen terme et elles doivent concerner à la fois les producteurs, pour encourager l'augmentation de la production, et les consommateurs, pour les protéger des conséquences négatives de la hausse. Quel équilibre établir entre les différents acteurs et les différents horizons temporels ?

De nombreux contributeurs soulignent le défi d'« assurer l'équilibre entre l'économique et le social, entre les consommateurs et les producteurs, entre les intérêts des villes et ceux des campagnes. » (Ndiougou FALL dans son interview). En outre, comme « la hausse des prix ne se répartit pas équitablement, entre les différents acteurs de l'interface producteur/consommateur », les prix sont forcément différents avec une tendance à être de plus en plus bas pour les producteurs, et plus en plus hauts pour les consommateurs. Suzanne SANZI MBULUYO fait la promotion de la transformation locale des productions agricoles pour diminuer le nombre d'intermédiaires et ainsi faire baisser le prix au consommateur tout en améliorant les marges des producteurs. Elle rappelle en même temps que cela nécessite des politiques d'industrialisation.

Ainsi, Henri CLAVIER rappelle qu'il est nécessaire d'envisager des mesures de soutien, et qu'elles peuvent être soit en faveur du producteur, soit en faveur au consommateur, selon qu'il faille atténuer l'augmentation de prix des intrants ou des produits agricoles. Mais, face à des situations d'urgence, telles que les émeutes de la faim, la satisfaction des besoins des consommateurs pourrait même devenir la priorité des gouvernements, quitte à sacrifier les petits paysans, craignent les contributeurs. Michel PETIT redoute que « la colère des consommateurs soit si forte qu'elle entraîne de nouvelles réactions impulsives des pouvoirs publics, nuisibles à moyen terme mais compréhensibles à court terme, comme on le voit déjà dans de nombreux pays depuis quelques semaines, allant jusqu'à des taxes élevées ou même des embargos sur les exportations ». Pour Christophe M NYAKU, consommateur malien, « tant qu'il y a possibilité d'importations, les agriculteurs locaux ne peuvent bénéficier d'un quelconque intérêt, car ils ne seront que des naufragés de cette concurrence à rudes

épreuves. » « Quoiqu'il en soit, en attendant des constructions plus ambitieuses, il faudrait éviter d'attribuer une aide alimentaire à ces Etats sans assurer, en même temps, un débouché aux productions de leurs agriculteurs », déclare ce son coté Joseph MARCHADIER.

C/Le fonctionnement des marchés et les modes de gouvernance internationaux actuels ne favoriseraient pas la relance de l'agriculture – liens avec la question 6

De nombreux intervenants affirment que soumettre l'agriculture aux négociations commerciales internationales de la même manière que les autres secteurs de l'économie ne peut pas résoudre le problème de la faim. Olivier BARRAS et Laurent PACHETEAU, expriment clairement cette idée : « Sortir la production de matières premières agricoles du marchandage OMC est une nécessité. ». En partant de cette position, quels sont alors les modes de régulation et de gouvernance internationaux qui doivent être mis en place ? Si l'OMC n'est pas l'enceinte adaptée pour traiter les questions agricoles, quelle institution serait la mieux placée ? Faut-il constituer une Organisation mondiale de l'agriculture, comme le propose Philippe MEURS dans son interview ? Autant de questions qui sont traitées dans la question 6.

La question de la grande instabilité des marchés agricoles et la nécessité de la gérer est débattue. Jean-Marc BOUSSARD souligne la nécessité de connaître les marchés agricoles pour pouvoir se prémunir de leur variation. D'autres contributeurs continuent à évoquer la gestion des marchés : comment la gérer, qui doit s'en charger? D'un côté, Michel FERRY, prône l'autosuffisance alimentaire en totale indépendance des marchés. De l'autre, Bertrand DEGHILAGE écrit « l'entreprise agricole devrait être en mesure comptablement de constituer des « réserves » pour risques : risques climatiques, biologiques, financiers, environnementaux... Pas besoin d'assureur et d'intervention Etatique dans ces domaines. ». Ce à quoi Mamadou BARRY répond que les exploitations familiales africaines ne sont pas prêtes. Quelques arguments en faveur d'une organisation régionale des échanges, des politiques et des régulations ont été avancés, notamment Olivier BARRAS et Laurent PACHETEAU. Mais cette question est abordée plus largement dans le débat sur les modes de gouvernance internationaux du secteur agricole de la question 6.

Les contributeurs :

- François AFFHOLDER, agronome, CIRAD, France
- ANOPACI, Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire
- Bernard BACHELIER
- Olivier BARRAS, agriculteur, France
- Mamadou BARRY, coordonnateur Réseau Action Solidaire pour une Afrique Nourricière, Sénégal
- Jacques BERTHELOT, ancien maître de conférences en économie à l'ENSAT (Ecole nationale supérieure d'agronomie de Toulouse) et administrateur de Solagro, France
- Jean-Marc BOUSSARD, ancien chercheur INRA, France
- Henri CLAVIER, agronome, directeur général adjoint de la SODECOTON (Société de développement du coton du Cameroun), Cameroun
- Seghir CHIG, ingénieur agronome, Directeur d'un centre de développement agricole dans le nord du Maroc
- Olivier COURAU, agro-économiste, France
- Jacques DALLARD, agronome, ancien chercheur INRA et ADRAO 5Centre du riz pour l'Afrique), France
- Bertrand DEGHILAGE, conseiller d'entreprises agricoles, France
- Jules DIFUAYAME ZIMI, Coordonnateur de GALERI, République Démocratique du Congo
- Michel FERRY, ingénieur agronome, Directeur scientifique de la Station de Recherche sur le Dattier et l'Agriculture d'Oasis de l'INRA, Espagne
- Sophie FONQUERNIE, agricultrice française et Présidente de « Agriculteurs Français et Développement International » (Afdi) Bourgogne- Zvi GALOR, consultant coopératives et développement rural, Israël
- Jean-Claude GUILLON, Directeur Affaires Institutionnelles & Communication du Groupe Limagrain, France
- Ernest GOTHARD-BASSEBE, chargé de Mission en Matière d'Agriculture, République Centrafricaine.

- René MOONENS, administrateur de l'ASBL « CRDD – Centre Régional du développement Durable. », Belgique
- Joseph MARCHADIER, ingénieur agronome, Ancien directeur adjoint de l'ITCF (devenu ARVALIS), France
- Suzanne SANZI MBULUYO, députée provinciale élue de la circonscription de Kimbanseke de la ville de Kinshasa, République Démocratique du Congo
- Philippe NAVASSARTIAN, retraité, bureau d'étude, FERT
- Ildephonse NDABALISHYE, Ingénieur agronome ivoirien, consultant, Côte d'Ivoire
- Christophe M NYAKU, Mali
- Laurent PACHETEAU, agriculteur, France
- Michel PETIT, agronome et économiste, France
- Régis PELTIER, Ingénieur et enseignant-chercheur en agroforesterie méditerranéenne et tropicale au Cirad, France
- Edgard PISANI, ancien Ministre de l'Agriculture français, France
- ROPPA Réseau des Organisations paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
- Nicolas SALLIOU, ingénieure agronome, FLO, Allemagne
- Jean SEMAL, doyen honoraire de la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, Belgique
- François TRAORE, président de l'APROCA, l'Association des producteurs de coton africains
- Serge VALET, consultant en Hydropédologie et EcoDéveloppement soutenu, retraité de l'Université (Sciences Fondamentales et Appliquées), France

Les interviewés :

- Christian de BOISSIEU: président délégué du Conseil d'Analyse économique auprès du premier ministre français et président du Conseil de Prospective Européenne et Internationale pour l'Agriculture et l'Alimentation (COPEIAA)
- Ndiogou FALL: Président du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique)
- Bernard LAYRE: ancien président Jeunes Agriculteurs (syndicat agricole français), chargé de mission auprès du ministre français de l'agriculture

Bibliographie :

- Jacques DIOUF (Directeur Général FAO) et Jean-Michel SEVERINO (Directeur Général Agence Française pour le développement)
- Papa SECK, directeur général du Centre du Riz pour l'Afrique (ADRAO)